



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Gatineau, Québec K1A 0S5**

**Bid Fax: (613) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Health Services Project Division (XF)/Division des  
projets de services de santé (XF)  
Place du Portage, Phase III, 12C1  
11 Laurier St./11 rue, Laurier  
Gatineau  
Gatineau  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Surv. influenza milieu hospitalier	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 6D034-163611/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 6D034-163611	<b>Date</b> 2017-09-06
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XF-007-31694	
<b>File No. - N° de dossier</b> 007xf.6D034-163611	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-09-11</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Chevrier, Stephane	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 007xf
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-2221 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-8303
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS 004

La présente modification de la demande de soumissions vise à :

1. Répondre aux questions de clarification suivantes soumises par des soumissionnaires éventuels; et
2. Modifier la demande de soumissions (DS) si nécessaire.

### 1. DEMANDES DE PRÉCISIONS ET RÉPONSES

N° de Question	Référence à la DP	Titre/ Sujet	Question de clarification	N° de réponse	Réponse à la clarification
<b>Q1.1</b>	Termes et conditions de la demande de soumissions.	Partie 2.7 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle	En ce qui concerne la section 2.7, Base pour la propriété intellectuelle de la propriété intellectuelle du Canada, les données brutes et non analysées sont-elles générées dans le cadre de la surveillance de la Propriété intellectuelle détenue par le Canada?	<b>R1.1</b>	Conformément aux conditions générales supplémentaires 4007, ajouté comme modification de l'amendement 02; tous les droits de propriété intellectuelle dans l'information de premier plan appartiennent au Canada dès leur existence.  Les conditions générales supplémentaires 4007 ont été modifiées de nouveau, veuillez consulter les modifications à la section 2.0 de la présente modification de la sollicitation.
<b>Q1.2</b>	Termes et conditions de la demande de soumissions.	Partie 2.7 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle	En ce qui concerne la section 2.7 Base de la propriété intellectuelle du Canada et la section 19 Accès aux biens et aux installations du Canada; si les données brutes générées sont considérées comme la propriété du Canada, l'entrepreneur aura-t-il un accès illimité à ces données pour des recherches supplémentaires, des résultats universitaires et de publication?	<b>R1.2</b>	Après l'attribution du contrat, le Canada examinera, au cas par cas, la demande d'un entrepreneur pour obtenir une licence, y compris les droits de publication.  Les conditions générales supplémentaires 4007 ont été modifiées de nouveau, veuillez consulter les modifications à la section 2.0 de la présente modification de la sollicitation.

N° de Question	Référence à la DP	Titre/ Sujet	Question de clarification	N° de réponse	Réponse à la clarification
<b>Q1.3</b>	Attachement B – Formulaire de présentation des soumissions	Acceptation de tous les termes et conditions des clauses contractuelles qui en résultent	Est-il possible de négocier les termes et conditions du contrat au moment de l'attribution, ou est-ce que les conditions énoncées dans la sollicitation courante sont considérées non-négociable?	<b>R1.3</b>	Conformément à l'article 2.1 (b) de la demande de soumissions; «Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent ».
<b>Q1.4</b>	Partie 7 de la Demande de Soumissions	Clauses du contrat subséquent	Il n'existe aucune clause de publication spécifiée dans la partie 7 - Clauses du contrat subséquent. Y aura-t-il une clause de publication incluse dans le contrat et, dans l'affirmative, quelle clause du Manuel des clauses et des conditions d'acquisition standard s'appliquera-t-elle?	<b>R1.4</b>	Après l'attribution du contrat, le Canada examinera, au cas par cas, la demande d'un entrepreneur pour obtenir une licence, y compris les droits de publication.

N° de Question	Référence à la DP	Titre/ Sujet	Question de clarification	N° de réponse	Réponse à la clarification
<b>Q 1.5</b>	Partie 2.1 de la demande de soumissions	Conditions Générales 2035-20 (2008-05-12) Droits d'auteur	Sous le paragraphe 2.1, Conditions générales 2035 20 (2008-05-12) Droit d'auteur, il stipule: «L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier tout matériel, sauf s'il est nécessaire pour exécuter le contrat», cependant, dans l'énoncé des travaux, la section 2.1.6 stipule sous des exigences supplémentaires de l'entrepreneur que l'entrepreneur doit "reconnaître l'ASPC en tant que bailleur de fonds d'un projet d'estimation VE sur toute publication résultant du projet", et dans la section 2.2 de l'article 2.2, les spécifications et les normes, il stipule: "Pour toute publication non déjà identifié dans le tableau 4, l'entrepreneur doit aviser à l'autorité technique la publication des données recueillies aux fins du présent contrat 5 jours pour la soumission pour publication et au moins 14 jours avant la publication et "L'auteur de toute publication doit être conforme à les lignes directrices de l'ICMJE sur l'auteur".	<b>R 1.5</b>	Le Canada examinera au cas par cas toute demande de l'Entrepreneur pour l'accès aux données pour des recherches supplémentaires, que ce soit à des fins académiques ou de publication.  Dans le cas où une licence accordant des droits de publication est fournie par le Canada à l'entrepreneur; l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences relatives aux publications telles que stipulées dans les sections 2.1.6 «Exigences relatives aux entrepreneurs supplémentaires» et 2.2 «Spécifications et normes».

N° de Question	Référence à la DP	Titre/ Sujet	Question de clarification	N° de réponse	Réponse à la clarification
<b>Q 1.6</b>	Partie 2.1 de la demande de soumissions.	Conditions Généraux 2035-20 (2008-05-12) Droits d'auteur	En outre, en vertu de l'article 2035 20, il est stipulé que «l'entrepreneur doit fournir à la demande du Canada une renonciation permanente écrite aux droits moraux, d'une manière acceptable pour le Canada, de tous les auteurs qui ont contribué au matériel. Si l'entrepreneur est l'auteur du matériel, l'entrepreneur renonce définitivement à ses droits moraux dans le matériel. "Le Canada insistera-t-il sur cette renonciation?	<b>R 1.6</b>	Conformément aux conditions générales supplémentaires 4007 - 06 (2008-05-12) Renonciation aux droits moraux:  À la demande du Canada, pendant et après le contrat, l'entrepreneur doit fournir une renonciation permanente et écrite aux droits moraux, telle que définie dans la Loi sur le droit d'auteur, R.S., 1985, c. C-42, de chaque auteur qui contribue à toute information de premier plan soumise à une protection du droit d'auteur qui est livrable au Canada en vertu du contrat. Si l'entrepreneur est un auteur de l'information préliminaire, l'entrepreneur renonce définitivement aux droits moraux de l'entrepreneur dans cette information préalable.

## 2. **MODIFICATIONS:**

Les modifications suivantes sont soulignées par le Canada :

**1) PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT;** Article 2.2 Conditions générales supplémentaire 4007 (2010-08-16); 4007 03 (2008-05-12) Droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux est modifiée ci-dessous :

### **SUPPRIMER:**

1. Le Canada détient tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dès leur conception. L'entrepreneur ne détient aucun droit de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, sauf tout droit qui peut lui être accordé par écrit par le Canada.

### **INSÉRER:**

1. Le Canada détient tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dès leur conception, y compris les données non analysées collectées par la surveillance. L'entrepreneur ne détient aucun droit de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, sauf tout droit qui peut lui être accordé par écrit par le Canada.

**2) PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSEQUENT;** Article 2.2 Conditions générales supplémentaire 4007 (2010-08-16); Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
6D034-163611/B	004	007xf
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
6D034-163611	007xf.6D034-163611	

renseignements originaux est modifié afin d'ajouter les articles suivants :

#### **4007 07 Conditions d'octroi de licence à l'entrepreneur concernant les renseignements originaux**

(A) Sous réserve du paragraphe (B), si l'entrepreneur souhaite faire usage des renseignements originaux en vue de leur exploitation commerciale, de leur développement ultérieur, de leur publication ou à des fins d'enseignement, l'entrepreneur doit présenter au ministre de la Santé une demande écrite afin d'obtenir une licence sur ces renseignements originaux et transmettre une copie de la demande à l'autorité contractante et au responsable technique. Cette demande doit être présentée dans les trente (30) jours ouvrables qui suivent la fin des travaux. L'entrepreneur expliquera au ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Le ministre ou son représentant désigné répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. La demande sera refusée si (i) les biens ou les services pour lesquels il faut concéder une licence comprennent, en tout ou en partie, des renseignements originaux créés au moyen de renseignements de base que le Canada a le droit d'utiliser en vertu d'une licence, à la condition que, pour les renseignements originaux créés, une sous-licence ne soit pas concédée à un tiers à des fins d'exploitation commerciale, et si (ii) l'entrepreneur n'est pas le propriétaire ou l'ayant droit des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base décrits en (i) ci dessus. La demande peut être refusée pour d'autres motifs. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre de la Santé accepte de concéder une telle licence, la licence sera concédée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada. Le consentement à la demande peut être accordé à la condition que l'entrepreneur concède une licence perpétuelle, irrévocable et libre de redevances au Canada pour l'utilisation des biens ou des services créés grâce à l'utilisation des renseignements originaux faisant l'objet d'une licence accordée à l'entrepreneur. L'entrepreneur convient que le consentement du ministre à accorder une telle licence sera confirmé par la signature du responsable technique ou du ministre, et toute autre signature au nom du ministre n'engagera pas le Canada ou l'Agence de la santé publique du Canada.

(B) Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou d'une autre compilation au moyen de l'utilisation de l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels (au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels [L.R.C. (1985)], ch. P-21) recueillis par l'entrepreneur dans le cadre des travaux, alors la licence mentionnée au paragraphe (A) se limite aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation sans l'utilisation de l'information ou des données ou des renseignements personnels.

#### **4007 08 Conditions d'octroi de licence à l'entrepreneur concernant les renseignements de base appartenant au Canada**

(A) Sous réserve du paragraphe (B) ci-dessous, si l'entrepreneur souhaite faire usage des renseignements de base appartenant au Canada en vue de leur exploitation commerciale, de leur développement ultérieur, de leur publication ou à des fins d'enseignement, l'entrepreneur doit présenter au ministre de la Santé une demande écrite afin d'obtenir une licence sur ces renseignements de base, et transmettre une copie de la demande à l'autorité contractante et au responsable technique. Cette demande doit être présentée dans les trente (30) jours ouvrables qui suivent la fin des travaux. L'entrepreneur expliquera au ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Le ministre ou son représentant désigné répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. La demande peut être refusée. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre de la Santé accepte de concéder une telle licence, la licence sera concédée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada. Le consentement à la demande peut être accordé à la condition que l'entrepreneur concède une licence perpétuelle, irrévocable et libre de redevances au Canada pour l'utilisation des biens ou des services créés grâce à l'utilisation des renseignements de base faisant l'objet d'une licence accordée à l'entrepreneur. L'entrepreneur convient que le consentement du ministre à accorder une telle licence sera confirmé par la signature du responsable technique ou du ministre, et

Solicitation No. - N° de l'invitation

6D034-163611/B

Amd. No. - N° de la modif.

004

Buyer ID - Id de l'acheteur

007xf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

6D034-163611

File No. - N° du dossier

007xf.6D034-163611

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

toute autre signature au nom du ministre n'engagera pas le Canada ou l'Agence de la santé publique du Canada.

(B) Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou d'une autre compilation au moyen de l'utilisation de l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels (au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels [L.R.C. (1985)], ch. P-21) recueillis par l'entrepreneur dans le cadre des travaux, alors la licence mentionnée au paragraphe (A) se limite aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base qui peuvent faire l'objet d'une exploitation sans l'utilisation de l'information ou des données ou des renseignements personnels.

### **3) Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.1.6. “Exigences supplémentaires de l'entrepreneur”**

**SUPPRIMER:** L'entrepreneur doit reconnaître l'ASPC comme un bailleur de fonds du projet d'estimation de l'EV sur toutes les publications résultant du projet.

**INSÉRER:** Dans le cas où une licence accordant des droits de publication est fournie par le Canada à l'entrepreneur, l'entrepreneur doit reconnaître l'ASPC comme un bailleur de fonds du projet d'estimation de l'EV sur toutes les publications résultant du projet.

### **4) Annexe A – Énoncé des travaux, section 2.2 “Spécifications et normes”:**

**SUPPRIMER:** “Pour toute publication qui n'est pas déjà mentionnée au tableau 2, l'entrepreneur doit aviser le responsable technique de la publication des données recueillies aux fins du présent contrat, 5 jours avant la soumission aux fins de publication et au moins 14 jours avant la publication.

**INSÉRER:** “Pour toute publication qui n'est pas déjà mentionnée au tableau 2, l'entrepreneur doit aviser le responsable technique de la publication des données recueillies aux fins du présent contrat, 5 jours avant la soumission aux fins de publication et au moins 14 jours avant la publication et l'auteur de toute publication doit être conforme aux Lignes directrices de l'ICMJE sur l'auteur ”.

**AUCUNES AUTRES MODIFICATIONS NE SONT SOULIGNÉES DANS CETTE MODIFICATION D'INVITATION No. 004.**